HAL
open science

Ouvrages en débat : Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires

Gabrielle Bouleau

To cite this version:

Gabrielle Bouleau. Ouvrages en débat : Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires. Natures Sciences Sociétés, 2019, 27 (2), pp.254-256. 10.1051/nss/2019027 . hal-02399511

HAL Id: hal-02399511

https://hal.science/hal-02399511v1

Submitted on 9 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écologie politique de l'eau. Rationalités, usages et imaginaires

Jean-Philippe Pierron, Claire Harpet (Eds)

Hermann, 2017, 587 p.

Ce livre regroupe et enrichit les communications du colloque de Cerisy qui s'est tenu du 20 au 27 juin 2015 sur le thème « rationalités, usages et imaginaires de l'eau » porté par la chaire industrielle de l'Université Lyon 3 et coordonné par des philosophes. Le titre *Écologie politique de l'eau* doit donc se comprendre dans son acception large de place faite à l'eau dans nos conceptions souvent inconscientes du monde et dans nos pratiques. L'ouvrage aurait pu s'intituler *L'eau et les rêves au vingt-et-unième siècle* tant la référence à l'essai[1] de Gaston Bachelard sur « l'imagination de la matière » est prégnante dans ces recherches qui explorent, à travers le cas de l'eau, le potentiel de transformation des relations homme-nature via le changement des imaginaires liés à l'eau, ce que Gaston Pineau appelle les « eaux écoformatrices ». La cohérence générale autour des imaginaires de l'eau est plus forte que celle de ses six parties qui comportent chacune des contributions qui auraient pu figurer dans d'autres parties. Le lecteur aurait ainsi tort de laisser de côté un chapitre au vu de son seul titre.

La première partie, « Eau, écologie, écoumène », introduit la posture épistémologique de l'ensemble : restituer la dynamique des imbrications entre nature et culture de l'eau en montrant comment la coévolution des sociétés et de leurs milieux se joue dans la langue et dans les corps sous l'effet de la science, de la poésie et de la technique. Jean-Jacques Wunenburger questionne ainsi une histoire qui voudrait que le rapport à l'eau n'ait d'abord été que mythologique, puis technique et enfin écologique pour affirmer qu'à tous les âges les mythes ont coexisté avec l'objectivation. Cette référence aux mythes plutôt qu'aux représentations sociales place l'analyse à un niveau plus anthropologique que ne le fait, par exemple, la sociologie des sciences et des techniques. L'auteur n'explique pas les controverses par des conflits d'intérêts et de valeur, mais par des tensions intrinsèques à une société tiraillée entre ses références mythologiques à l'abondance de l'eau et l'injonction rationaliste à l'usage économe, entre le désir de certitudes et celui d'inventer le futur, entre le pouvoir qu'elle confie aux experts de l'abstraction et les possibilités d'agir en lien avec le milieu, les « éco-transformations » (p. 40), qui résident dans les pratiques concrètes. Augustin Berque étudie ces éco-transformations à partir des traces qu'elles laissent dans la langue et la littérature en prenant comme exemple l'évolution des relations des hommes à l'eau dans la philosophie chinoise. Il détaille le moment

[1] Bachelard G., 1993 [1re éd. 1942]. *L'eau et les rêves. Essai sur l'imagination de la matière*, Paris, José Corti.

où les deux mots désignant « les eaux » et « les montagnes » cessent de faire référence à des génies dotés de personnalités singulières pour devenir grâce à la poésie un nouveau mot « eaux-montagnes » qui signifie paysage. Ce terme est porteur d'une nouvelle relation esthétique au milieu et induit des pratiques qui à leur tour le modifient. Comme l'ensemble de l'écoumène, l'eau est « éco-techno-symbolique », c'est-à-dire « toujours réelle, mais toujours historiquement à naître dans sa réalité humaine » (p. 65).

La deuxième partie, « L'eau entre nature, technique et société », poursuit la réflexion de la première sur l'évolution conjointe des imaginaires collectifs et des milieux. André Guillerme montre que l'appropriation de l'énergie mécanique des eaux dans le nord de la France s'est jouée au Moyen-Âge à travers une lutte religieuse et idéologique. Alors que les religions animistes locales plaçaient des interdits sur les forces liées à l'eau en invoquant des divinités, les pouvoirs mérovingiens puis carolingiens se sont appuyés sur l'Église pour interdire les rites païens et asservir les sources et les cours d'eau au projet chrétien de libérer les hommes du travail. Pierre Musso documente quant à lui la montée en puissance de l'imaginaire des réseaux et des flux dans la manière de penser les corps et la société. Il retrace comment la mise en évidence de la circulation sanguine et l'essor de l'hydraulique ont transformé l'image du réseau jusqu'alors pensée comme un tissage et métaphore du temps dans la mythologie grecque. Avec l'idéologie saint-simonienne, le réseau prend la figure d'un tube ramifié parcouru par un liquide animé de l'intérieur et devient la référence commune à l'ingénierie, la médecine, la sociologie et la philosophie pour concevoir les systèmes artificiels. Pour Musso, la puissance évocatrice de cette image tient à sa double nature fluide et structurée, qui permet de rendre compte de deux phénomènes contemporains, l'accélération des échanges dans une société toujours plus liquide[2] et l'accroissement des dispositifs de surveillance et de conformation.

La troisième partie décrit l'évolution de la gestion de l'eau en ville. Elle présente les difficultés à sortir d'un paradigme du tout-tuyau, tout-à-l'égout et tout-endigué. Henry Dicks propose d'accompagner ce changement de paradigme en jouant sur l'imaginaire de la clairière. Alors que les villes occidentales ont inventé l'agora comme un espace ouvert où l'on peut « amener des choses devant autrui et donc […] les ouvrir à une multiplicité d'interprétations et de catégorisations potentielles » (p. 186), penser l'agora comme une clairière revient à transformer les institutions qui la gouvernent : relocaliser le marché, mieux représenter politiquement les enjeux écologiques et plus largement replacer les questions humaines dans leur milieu d'interdépendances. Une idée que reprend Jean-Luc Bertrand-Krajewski en

[2] Bauman Z., 2013 [1re éd. 2006, Le Rouergue-Chambon]. *La vie liquide*, Paris, Pluriel.

retraçant l'histoire de l'hydraulique urbaine et en concluant que l'urbaniste du futur sera jardinier. Ce changement ne va pas sans conflits. Nina Cossais et Élizabeth Sibeud décrivent les décalages de rationalités et d'imaginaires qui émergent lorsqu'on imagine une ville plus perméable. Thácio Ferreira dos Santos explore à travers la poésie les images contradictoires du fleuve Capibaribe au Brésil. Les potentialités transformatives de l'imaginaire sont illustrées par deux exemples. Le premier porte sur la réappropriation du *qanat*, un réseau de puits reliés entre eux par une galerie drainante qui alimentait la ville de Yazd en Iran. Chris Younès et Sara Kamalvand proposent d'« assimiler [cet] héritage, pour réinventer autre chose » (p. 264), en insistant sur les vertus esthétiques du *qanat* et sa capacité à tisser du lien. En miroir, dans la partie suivante, Thierry Ruf regrette qu'une source gauloise du IIe siècle ait été découverte dans la région de Montpellier puis rebouchée sans investigation archéologique ni information au public, privant ce dernier d'une histoire qui aurait pu être une ressource pour imaginer la ville autrement.

Dans la quatrième partie sur les conflits et la coopération, trois contributions de juristes (Sylvie Paquerot, Philippe Billet et Gaëtan Bailly) abordent les limites du droit international, du droit de propriété et du droit traditionnel pour tenir compte des interdépendances hydriques induites par le cycle hydrologique, l'écoulement gravitaire et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques. Chacun des trois auteurs imagine d'autres référentiels que l'État-nation, le marché, la propriété privée ou le droit spontané pour gérer ces interdépendances. On aurait bien vu dans cette partie la contribution d'André Micoud qui s'interroge sur le collectif humain qui coévolue avec l'eau. Dans le droit français, l'eau est qualifiée de « patrimoine commun de la nation » mais l'auteur note que ce n'est pas la nation qui est définie, impactée, remodelée par l'eau, mais les riverains. Le riverain incarne cette interdépendance entre un mode d'habiter et une identité sociale. Pour l'auteur qui prend l'exemple du fleuve Rhône, on gagnerait en cohérence et on disposerait de plus de leviers d'action en associant les riverains à la gestion en bien commun du fleuve plutôt qu'en organisant sa gouvernance de manière purement institutionnelle.

La cinquième partie intitulée « Politique, éthique et cultures de l'eau » pourrait commencer par la contribution de Sara Fernandez qui relate comment ont été construites les doctrines d'action publique dans le bassin de la Garonne et au niveau mondial en instituant des débits « naturels ». Ceci a permis de justifier une intervention publique sur toutes les situations présentant des débits inférieurs à ces « normales » et qualifiées alors de pénurie. Cette généalogie des concepts et de leurs effets distributifs permet d'ouvrir l'imagination à d'autres doctrines politiques possibles. Les contributions empiriques de Jacques-Aristide Perrin et

d'Alexandre Gaudin situées en première partie avaient aussi leur place ici. Le premier révèle l'intrication du symbolique et du substantiel dans les controverses sur la mise en œuvre de la politique de restauration de la continuité écologique des cours d'eau. Le second montre que les opérations d'économicisation de l'eau permettent de légitimer un nouveau contour spatial de gestion pour des ressources auparavant séparées et d'instituer un réseau de redistribution de leur rente qui se désengage peu à peu des dégâts et des risques pourtant inhérents aux usages productifs.

Glissant des doctrines et des concepts aux postures doctrinaires, Pierre-Alain Roche fait le procès de la médiatisation et des positions politiques extrêmes en relatant sa propre expérience d'expertise sur le conflit du barrage de Sivens. Laurent Béduneau-Wang propose une histoire des conceptions qui ont présidé à la définition de la valeur de la qualité de l'eau au sein de la Compagnie générale des eaux entre 1853 et le début du XXe siècle. L'analyse reste cependant relativement dépolitisée et peu mise en perspective. La place des grandes compagnies distributrices d'eau dans les configurations politiques est davantage étudiée dans le chapitre de Cécile Renouard qui propose des jalons pour étendre leur responsabilité politique[3]. Cette partie politique se termine par deux études de cas de distribution de l'eau par des multinationales en Argentine et en Inde. Sarah Botton documente très finement les contradictions politiques et éthiques auxquelles l'entreprise Aguas Argentinas a été confrontée à Buenos Aires. Marie-Hélène Zérah questionne la compatibilité des principes anti-corruption d'une multinationale avec la réalité des rapports entre pouvoir local et sous-traitants dans la ville de Nagpur.

La dernière partie accorde une place privilégiée aux corps et à l'expérience physique de l'eau. Claire Harpet présente une expérience ethnographique du rapport au fleuve chez des enfants de Lyon à partir d'une promenade et de dessins. Cécile Nou propose une analyse anthropologique de ce que la proximité aux eaux usées produit sur l'identité professionnelle et la construction du genre chez les égoutiers. Agnès Jeanjean relate comment ces professionnels résistent à l'introduction d'outils de surveillance et de rationalisation du travail.

---

[3] Il est dommage, dans l'actuel contexte de repolitisation des modes de gestion de l'eau, que cette contribution interprète de manière erronée l'étude de Chong E., Huet F., Saussier S., Steiner F., 2006, « Public-private partnerships and prices: evidence from water distribution in France », *Review of Industrial Organization*, 29, 1-2, 149, doi: 10.1007/s11151-006-9106-8. Les auteurs ne concluent pas à la diminution des coûts lors du passage en régie, mais plutôt que les élus qui distribuent une eau chère sont plus enclins à déléguer la gestion de leurs services d'eau.

Au final, malgré quelques articles moins aboutis, cet ouvrage réunit de manière inédite des contributions synthétiques de nombreux spécialistes de l'eau qui se sont prêtés à l'exercice de croisement de leurs approches et de la notion d'imaginaire. Ses limites sont liées à ses contraintes de construction. En n'abordant que l'eau, les auteurs sont amenés à lui prêter une singularité qui n'est pas mise à l'épreuve de la comparaison avec d'autres éléments comme le sol, l'air et le feu. Ce sera peut-être la suite du programme de recherche ?

Gabrielle Bouleau

(Irstea, ETBX, Cestas, France)

Gabrielle.bouleau@irstea.fr